

Les monnaies sociales en Argentine :
Une pratique alternative face à la crise internationale

Mediouni Soumaya *

Résumé:

L'émergence des monnaies sociales (parallèles et complémentaires) est apparue pour palier principalement à un malaise social et économique empêchant les ménages d'utiliser la monnaie officielle de leurs pays dans un contexte de crise monétaire et bancaire sévère. Cette alternative est venue renforcer le dispositif de troc déjà installé depuis plusieurs décennies dans plusieurs pays à travers le monde.

L'Argentine est un pays connu par une histoire bien chargée de crises économiques et sociales, et notamment une hyperinflation récurrente asphyxiant le pouvoir d'achat du peuple argentin, privé de l'accès à ses comptes bancaires, restreints dans ses retraits et accablé par les plans d'austérité budgétaire imposés par le gouvernement et le FMI pour stabiliser sa dette. Dans ce contexte les monnaies sociales ont trouvé tout leur intérêt économique et social et ont développé une économie solidaire sans limite.

Notre article se propose de revenir sur les conditions d'instauration de ces monnaies en Argentine en précisant le rôle qu'a joué ces dernières sur le plan social comme alternative incontournable de sortie de crise, du chômage et de l'indigence.

Mots clés: monnaies sociales, monnaies parallèles, complémentaires, troc, crises sociales

Courriel :soumaialediouni@yahoo.com

* Doctorante en sciences économiques, L'institut des hautes études d'Amérique Latine(IHEAL), la Sorbonne nouvelle Paris III.

Introduction:

Les deux dernières décennies ont été dures pour les pays émergents, les crises financières à répétition témoignent, des défaillances structurelles et des déséquilibres macroéconomiques dont souffrent ces pays et qui ont surtout du mal à les sur passer malgré plusieurs tentatives. Cette vulnérabilité omniprésente a véhiculé une insécurité aussi bien économique que sociale et a fait inspiré de nombreuses populations désespérées et accablées par la pauvreté et le chômage à chercher d'autres alternatives pour ne plus être à la merci des hommes politiques et des aléas économiques internationales. C'est ainsi que les monnaies sociales ont émergé. D'une part elles sont là pour renforcer déjà le dispositif de troc mis en place depuis des décennies dans ces pays mais aussi d'autre part pour palier aux insuffisances de ce dispositif qui connaît des limites liées essentiellement à l'échange standard. Dans cette perspective le cas argentin nous semble le plus approprié pour mettre en lumière d'une part le cadre théorique favorisant l'émergence de ces monnaies et d'autre part l'expérience pratique vécue par les argentins à travers le réseau global de troc et son impact sur la vie sociale et économique dans un contexte de crise .

À travers cet article, nous présentons dans une première section les faits stylisés de la crise argentine de 2001-2002. Dans une deuxième section nous reviendrons sur cette expérience de monnaie sociale en argentine et le contexte d'instauration du réseau global de troc et l'intérêt qu'a suscité. Enfin, dans une troisième section, nous nous interrogerons sur la viabilité de ce réseau et les raisons de son déclin

Section I- la crise argentine : Les faits stylisés

En janvier 2002, l'Argentine a sombré dans l'une des plus graves crises de son histoire économique. Cette crise venait ainsi clore une décennie mouvementée durant laquelle le pays avait expérimenté la mise en place d'un système monétaire original, le « *Currency Board* ».

I-1- de la récession à la crise de change

À la fin des années 1980, l'Argentine fait partie des pays émergents qui connaissent une instabilité monétaire et financière majeure. Son inflation galopante, ses difficultés à surmonter la crise de la dette et sa faible croissance pénalisent considérablement l'économie et limitent ses potentialités de développement. Lors de son accession à la

présidence de la République en 1989, Carlos Menem propose un plan de stabilisation économique destiné à briser la spirale inflationniste et l'économie d'endettement pour rétablir un meilleur accès du pays aux financements extérieurs. L'un des principaux volets de ce plan est une réforme monétaire fondée sur l'adoption d'un système de *Currency Board* ancré sur le dollar.

I-2-Singularité du board argentin

Le régime monétaire mis en place en avril 1991 en Argentine, connu localement sous le nom de *Loi de Convertibilité* présentait tous les traits caractéristiques des *Currency Board* modernes : le change fixe sur le dollar, l'adossement de toute l'émission monétaire interne sur des actifs libellés en dollars, l'interdiction pour la Banque centrale de financer des agents domestiques ou de stériliser les mouvements de capitaux en balance des paiements. Seule exception notable à l'orthodoxie, les contreparties en dollars de la base monétaire pouvaient correspondre à hauteur de 30% à des bons (en dollars) émis par l'État argentin, une marge de manœuvre qui sera décisive pour contenir la crise Tequilla de 1995.

Le Board argentin était entièrement bi monétaire, au sens où les deux monnaies le dollar et le peso étaient utilisées parallèlement dans le pays, avec strictement les mêmes droits d'usage légaux. La Banque Centrale argentine ne disposait pas, lors du lancement du *Board*, d'un excédent de réserves de change qui aurait pu lui permettre de répondre discrétionnairement à une crise de liquidité par une intervention relevant du prêteur en dernier ressort.

Cette contrainte renvoie aux conditions dans lesquelles le *Board* argentin a été adopté, au début de 1991: il n'y a pas eu a proprement parler un choix, incluant la possibilité de conserver un régime plus discrétionnaire, mais au contraire le constat assez largement partagé qu'il n'y avait pas d'autre issue, sauf la dollarisation complète. A l'issue d'une hyperinflation exceptionnellement violente, le *Board* devait avant tout formaliser la perte déjà constatée de l'instrument monétaire. Les autorités ont donc laissé glisser le taux de change, jusqu'à ce que la contre-valeur en pesos des réserves de change soit égale à l'émission résiduelle de la Banque centrale argentine; c'est la raison pour laquelle il n'y avait pas de réserves excédentaires au moment où le régime a été adopté (Cavallo et Cottani 1997, CanaveSe 1992).

Du point de vue du discours de politique économique, cette expérience a été présentée et défendue constamment comme un engagement définitif, et non comme une

phase intermédiaire de stabilisation monétaire et de reconstruction institutionnelle. Ce principe s'est prolongé dans les actes : face aux chocs successifs des années 1990 (crise mexicaine, crise brésilienne) les autorités ont toujours réagi en accroissant les engagements institutionnels attachés au régime monétaire, augmentant ainsi de manière délibérée le coût de tout abandon ultérieur.

I-3-Performances du board argentin :

La mise en place du Currency Board a été au départ un vrai succès, l'hyperinflation est maîtrisée, la confiance des agents économiques et des investisseurs est rétablie grâce à l'engagement du gouvernement argentin pour que cette parité peso-dollar soit irrévocable.

Dès lors l'économie réelle s'est vite relancée avec une nette amélioration des différents indicateurs, avec une récession qui a duré plus de 4 ans l'économie argentine souffrait de tous les maux, hyperinflation, chômage, baisse de la production due au manque d'investissement rajouté à cela un déficit budgétaire chronique et un endettement excessif.

Maîtrise de l'inflation et stabilité des prix :

L'Argentine avec un passé chargé d'épisodes d'hyperinflation a longtemps souffert de la hausse des prix qui ont atteint 5034% en 1989 tirant ainsi sur la demande et par conséquent sur la croissance. Le tableau ci-dessous nous montre l'impact direct de l'instauration du board sur l'inflation qui a passé de 172% en 1991 à 24,6% en 1992 et qui se maintiendra inférieure à 4 % à partir de 1994. Cette parfaite maîtrise de l'inflation est l'une des points forts de la caisse d'émission.

Tableau n° 1:

Argentine- indice des prix à la consommation

(Évolution en pourcentage annuel)

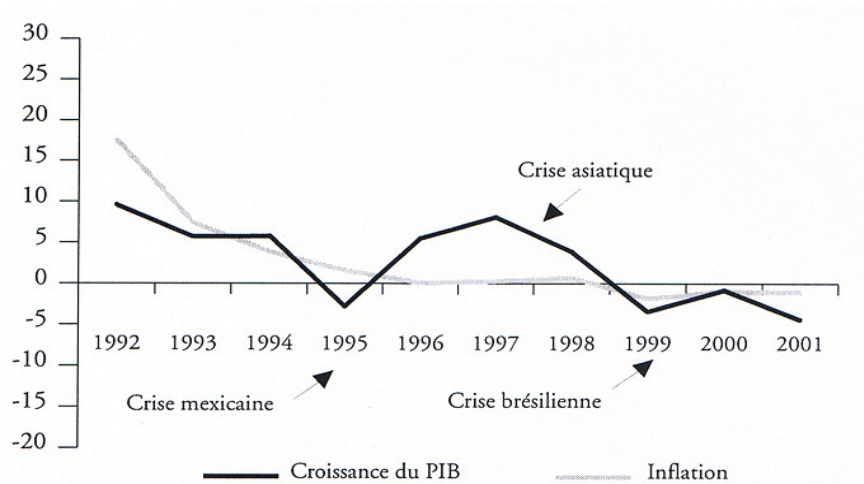
1989	1990	1991	1992	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999*
5034	2314	172	24.6	10.6	4.3	3.3	0.2	0.5	1.0	-1.0

*Estimations

Sources :FMI, INDEC

Graphique n°1

Croissance et inflation en Argentine

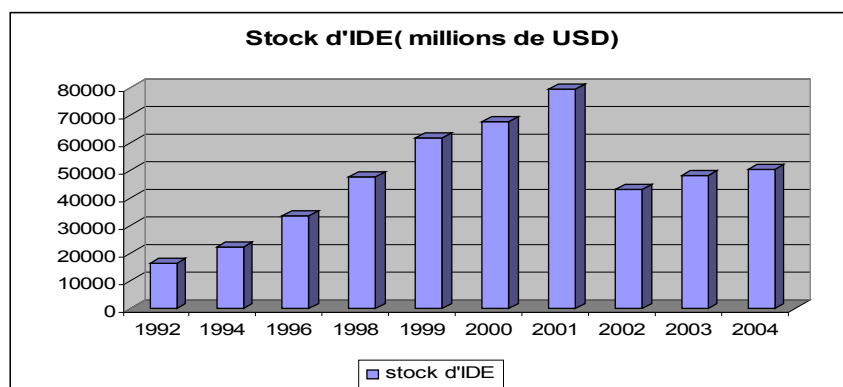


Source : Indec

Développement de l'IDE

La mise en place de la caisse d'émission avait pour objectif principal d'accorder plus de crédibilité au système monétaire argentin. Le rattachement du peso à une forte monnaie comme celle des États unis a rendu le marché argentin plus sûr, stable et promoteur, ainsi la confiance des investisseurs étrangers s'est rétablie ce qui a eu pour conséquence le développement des IDE vers l'argentine se traduisant par des flux de capitaux très importants. Ces derniers ont permis à leur tour d'alimenter la caisse d'émission sous forme d'accroissement des réserves internationales

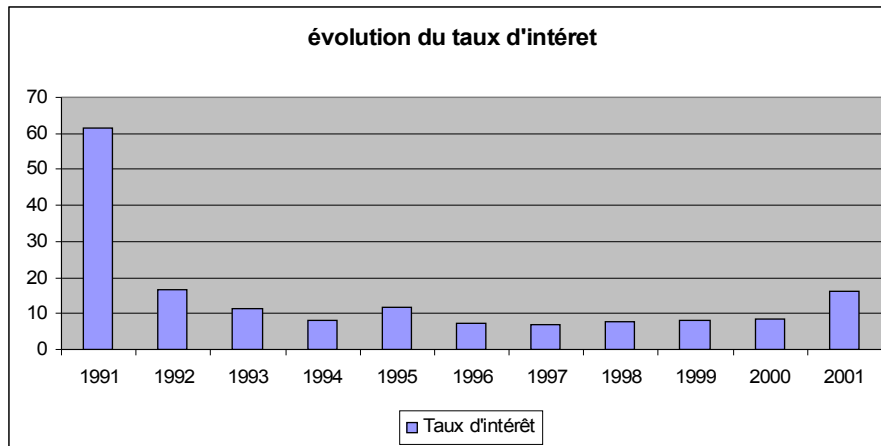
Graphique n°2 : Stock d'IDE



Source : ministère argentin des finances

La contribution à court terme de la caisse d'émission aux performances économiques du pays a très certainement été positive. La caisse a servi de pivot pour réformer en profondeur une économie fortement dénaturée et a contribué à réduire rapidement l'inflation. Les taux d'intérêts ont rapidement baissé dès la mise en place du board passant de 62% en 1991 à 16% en 1992. Une légère hausse est constatée au cours de 1995 et 1998 suite à la crise mexicaine et la dévaluation du real brésilien (voir figure n°)

Graphiques n°3 :



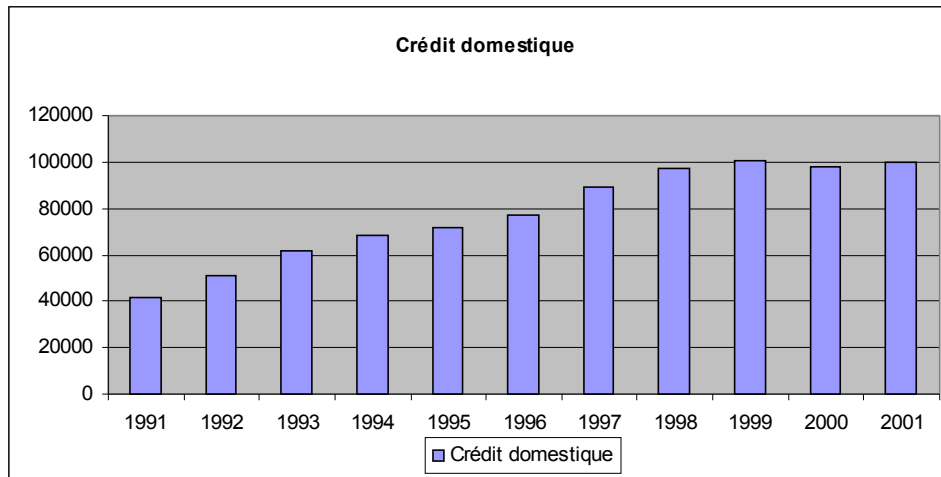
Source : IFS, FMI.

Des taux d'intérêts assez bas ont permis à leur tour d'encourager le crédit domestique (voir graphique n°3) accordé principalement aux entreprises stimulant la production et relançant ainsi les cycles productifs de plusieurs d'entre elles qui s'apprêtaient à déposer leurs bilans dans un contexte économique à récessions répétitives.

À coté de ces taux d'intérêts bas, on peut attribuer l'accroissement du crédit domestique (voir graphique n°4) à celui des flux de capitaux étrangers. En effet, l'entrée massive de devises permettait d'accroître les réserves internationales de la caisse et de soutenir par conséquent la parité peso dollar, tant que l'entrée de capitaux est importante et surtout régulière, les banques commerciales pouvait accorder du crédit en fonction de ces dernières.

La baisse de l'inflation et des taux d'intérêts ont soutenu une croissance rapide du PIB. Après les épisodes d'hyper inflation et de récession. L'argentine a renoué avec la croissance, c'est dans ce sens qu'elle a survécu à deux grandes crises importées, l'une du Mexique en 1994-95, l'autre du Brésil en 1999, notamment grâce à la robustesse de son système de réglementation bancaire.

Graphique n°4 :



Source : IFS, FMI.

I-4- Le board Argentin : victime de son succès

La période de convertibilité durera 10 ans en Argentine (1991-2001), sur le plan monétaire, les contraintes imposées par le fonctionnement de la Caisse d'émission ont largement rempli leurs objectifs de stabilisation des prix, plus de crédibilité qui a redonné confiance aux investisseurs, reprise de la croissance etc. Dans la sphère réelle, elles se sont toutefois, avérées extrêmement lourdes dans un contexte international particulièrement instable, marqué par une succession de crises financières.

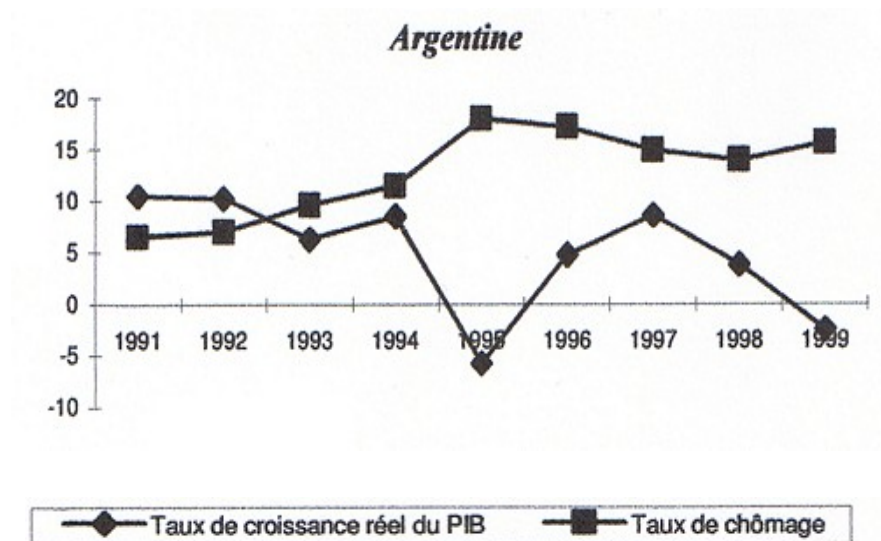
Concomitance d'une croissance et un taux de chômage élevé :

Le système de Currency Board a plongé l'Argentine dans une situation originale caractérisée par la concomitance d'une croissance soutenue et d'un taux de chômage élevé

Même si cette croissance est irrégulière (récessions de 1995 et 1999), elle reste, depuis l'instauration du Currency Board, la plus élevée d'Amérique Latine après celle du Chili. Mais parallèlement, l'Argentine connaît le plus fort taux de chômage urbain d'Amérique latine, selon le CEPAL. Le taux de chômage officiel a atteint son plus haut niveau en juin 1995, avec 18,6 %.(voir graphique n° 5)

Graphique n° 5

Argentine- la concomitance croissance- chômage Taux de croissance réel du PIB (en pourcentage annuel) et taux de chômage



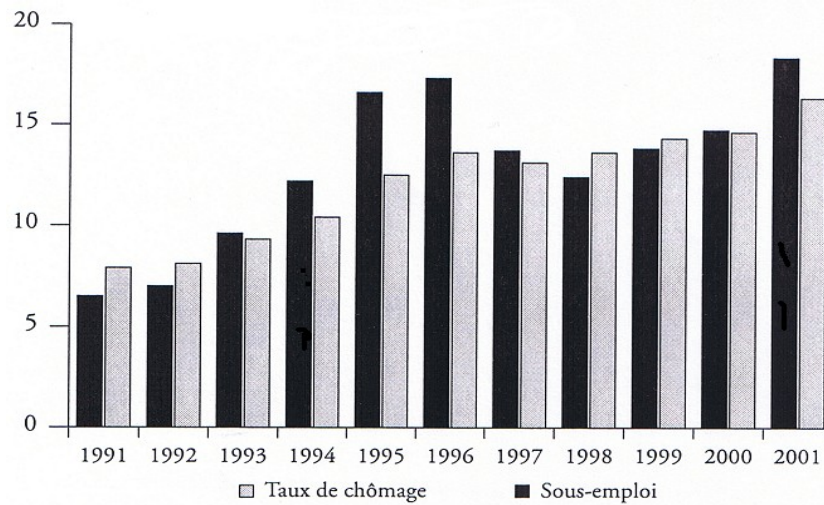
Source : ministère argentin de l'Économie

Dégradation du marché de l'emploi :

Au final, c'est surtout le marché du travail qui a subi les plus grandes pressions. En présence de rigidités sur les salaires nominaux, les ajustements se sont essentiellement effectués à travers le volume de l'emploi et le chômage est ainsi progressivement devenu le problème structurel majeur de l'Argentine de la convertibilité. Dès la mise en place du *Currency Board*, alors que le pays affichait avec succès des taux de croissance élevés (10,6 % en 1991 et 9,6 % en 1992), on assistait ainsi à une progression du chômage (6,5 % en 1991 et 9,6 % en 1993). Tout au long de la décennie, ces taux n'ont ensuite cessé d'augmenter pour atteindre 18,3 % en octobre 2001

Graphique n° 6

Évolution du taux de sous-emploi en Argentine Pendant la période du « Currency Board »



Source : ministère du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Argentine.

Désormais confrontées à un chômage persistant en durée et en niveau et qui touche l'ensemble de la population sans distinction, les autorités argentines ont alors engagé de nombreuses réformes structurelles visant à flexibiliser le marché du travail à travers l'encouragement à la mobilité des actifs, la généralisation des contrats à durée déterminée ou à temps partiel et la simplification des procédures de licenciement. Ces réformes se sont révélées non seulement insuffisantes pour régler le problème du chômage, mais surtout elles ont contribué à renforcer le processus de précarisation de l'emploi et la paupérisation des ménages. Au début de la convertibilité, le sous-emploi était de 7,9 %. Il a atteint 16,3 % en 2001 (graphique n°6).

Ce modèle a entraîné une re-régulation du marché du travail à travers une immense quantité de lois, décrets et résolutions qui ont engendré un autre type de rapport salarial :

1. La flexibilisation de l'emploi (introduisant légalement la précarisation) accompagnée de l'interdiction des augmentations salariales,
2. La désindexation du salaire minimum vis-à-vis de l'inflation,
3. La diminution des salaires réels malgré le faible taux d'inflation compte tenu de la diminution des salaires nominaux moyens dans le secteur public (pour contrecarrer le fort déficit) et dans le privé pour augmenter la compétitivité prix.

Le résultat global a été une répartition du revenu national fortement régressive (la part des salaires est descendue à son minimum historique, moins de 30%).

D'une part, le chômage et le sous-emploi ont atteint des maximums historiques, engendrant un phénomène de chômage de masse et une grogne sociale sans précédent. Au début de l'année 1995, le chômage est passé de 8 à 18% et à partir de cette date s'est stabilisé entre 15 et 18%, avec tendance à s'accroître dès la fin 2001. D'autre part, la répartition régressive du revenu salarial, le chômage et le sous emploi massifs, la précarisation de l'emploi et la nouvelle régulation salariale ont eu y comme conséquence des indices statistiques très élevés de pauvreté et d'indigence.

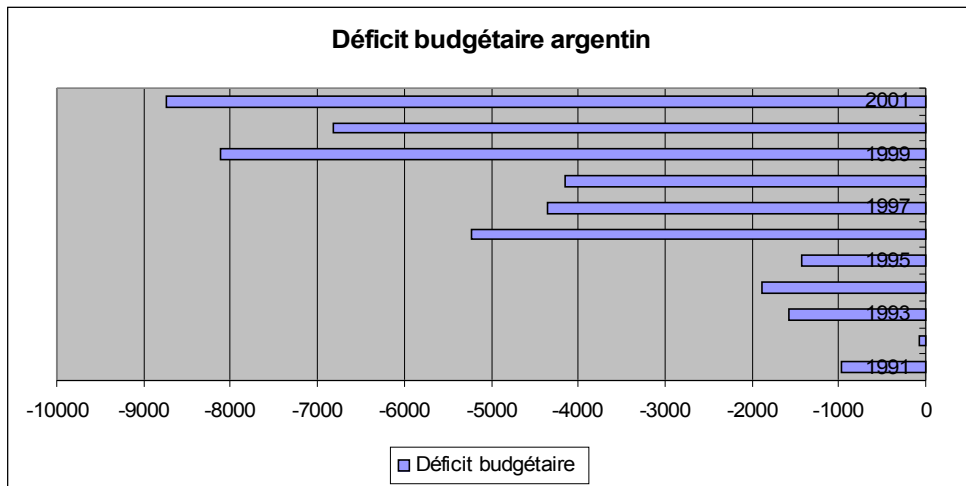
La dernière EPH d'octobre 2001 (équivalent de l'enquête emploi en France) a montré la détérioration de tous les indicateurs du marché du travail au niveau de l'ensemble des agglomérations urbaines : le taux d'activité est descendu à 42,2 % (à cause des travailleurs découragés), le taux d'emploi a chuté à 34,5 % (comme résultat de l'augmentation du chômage) ; le taux de chômage ouvert monte à 18,3 % et le sous-emploi du point de vu du temps de travail est monté à 16,3 %. Les chômeurs plus les sous-employés ont atteint le pourcentage maximum historique depuis que l'EPH est réalisée: 35,6 % de la population active, c'est-à-dire environ 5250 000 personnes.

Un nouveau mouvement social est né : le FRENAPO (Front national contre la pauvreté) impulsé par la CTA, des intellectuels et les partis de gauche, à la suite d'une marche à travers tout le pays organisée par la CTA, qui a réuni environ 2500 000 signatures pour que le Congrès de la Nation examine une proposition pour faire face au chômage et à la pauvreté: assurance chômage, programme de formation, et aides aux familles pauvres avec des enfants. L'objectif était « d'engendrer un choc sur la répartition du revenu national ».

Creusement du déficit budgétaire :

Un autre problème non résolu par le board est l'accroissement du déficit budgétaire. Le régime argentin de caisse d'émission n'a pas été accompagné d'une discipline budgétaire suffisante et le déficit consolidé du secteur public progressivement augmenté à partir de 1995, cumulant en 1999 à 4.1 pour cent du PIB. Cela a provoqué l'apparition progressive d'un cercle vicieux de hausse des primes de risque- pays et de fléchissement de la croissance qui à leur tour, ont alimenté le déficit public en raison de la contraction des recettes fiscales et du renchérissement du coût du service de la dette (voir graphique n°7)

Graphique n°7



Source : IFS, FMI.

A partir du moment où le risque pays a augmenté considérablement, l'Argentine n'est plus un marché sûr et stable pour les investisseurs, et l'afflux de capitaux qui était au départ le moteur de la caisse d'émission s'est transformé en reflux, bloquant ainsi son fonctionnement. La sortie des capitaux et la baisse de l'investissement direct vers l'Argentine sont l'une des causes essentielles de l'échec du board. La perte progressive de réserves de change limite la base monétaire de la caisse et par conséquent le crédit domestique accordé aux entreprises. Ainsi sans investissement ces dernières ne peuvent pas financer leur cycle productif. Ce qui explique la récession d'avant la crise

La perte de crédibilité du board argentin a bouleversé la continuité des quelques années de succès de cette parité peso-dollar et les problèmes de la période d'avant le board remontent à la surface à savoir; remonté de l'inflation, chômage de plus en plus important, endettement excessif et creusement du déficit budgétaire. Tous ces déséquilibres ont sérieusement affecté la vie économique et sociale des Argentins et les ont obligés à mettre en place une économie parallèle solidaire basée sur l'échange de biens et services à travers la création de monnaies sociales.

Dans ce qui suit nous allons retracer l'expérience originale des monnaies sociales en Argentine à travers la mise en place du réseau global de troc, nous mettrons en évidence le rôle qu'il a joué pendant la crise en tant que dispositif d'entraide et de soutien et nous interrogerons au final sur les raisons de son déclin malgré tout ce qu'il a apporté aux Argentins à l'époque

Section II- l'expérience argentine du réseau global du troc

Depuis un quart de siècle, de multiples expériences de monnaies sociales (complémentaires et parallèles) se sont développées à travers le monde pour répondre essentiellement à l'absence ou à la rareté de l'argent dans un contexte de crise financière où l'assèchement des liquidités empêche toute transaction et tout échange monétisé par une unité de compte. Cela nous rappelle certainement l'argentine avec la mise en place du « corralito¹ » suite à des fuites de capitaux, ce cas de figure où l'argent devient rare stimule l'émergence de ce type d'expérience

[Agliette, 1996] définit la monnaie comme étant « un rapport global entre des centres de décision économique et la collectivité qu'ils forment, grâce auquel les échanges entre ces agents acquièrent une cohérence » à travers cette définition nous pouvons en déduire que l'accent est mis principalement sur les différentes fonctions (unité de compte, moyen d'échange et réserves de valeur) que sur la qualification elle-même de la monnaie (monnaie nationale, parallèle ou sociale). Mais quand on utilise le terme « monnaie » on vise principalement la monnaie nationale c à d la monnaie légitime, officielle créée par les banques centrales, reconnue par les gouvernements et convertible par tout dans le monde selon un taux de change prédéfini dans le cas d'un régime de change fixe ou selon un cours dans le cadre d'un change flottant.

II-1-Définition de monnaies sociales

Les monnaies sociales ou parallèles se définissent au sens large comme des instruments de compte, d'échange et de paiements distincts de la monnaie nationale. Ces monnaies complètent le système monétaire officiel et n'entre en aucun cas en concurrence avec ce dernier. [J. BLANC, 2000]. Si la monnaie nationale est « universelle » et reconnue à l'extérieur du pays ce n'est pas le cas pour ces monnaies parallèles qui se limitent des fois à un groupe ou à une région et qui ne permettent pas de tout échanger, leur utilisation est limitée à des produits et des services au sein d'une communauté dans un contexte de perte de confiance vis à vis de la monnaie nationale, de montée des inégalités sociales, de la pauvreté et du chômage. C'est dans ce contexte que plusieurs expériences de monnaies sociales ont fleuri depuis plus de deux décennies, parmi ces expériences, celle du réseau global de troc argentin qui a marqué toute la communauté internationale par son originalité,

¹ Mesures économiques prises en Argentine à la fin de l'année 2001 par le ministre de l'économie Domingo Cavallo à fin de mettre fin à la panique bancaire par le gèle des comptes bancaires et l'interdiction des retraits sur les comptes en dollars

sa singularité et enthousiaste qu'a suscité ce dispositif qui a stimulé plus tard la naissance d'autres expériences de monnaies sociales en Amérique latine et ailleurs. Dans ce qui suit, nous présenterons ce réseau de troc, nous exposerons son fonctionnement et nous nous interrogerons finalement sur les raisons de son déclin malgré tout de même le succès qu'il a eu auprès des argentins.

II-2-Fonctionnement du réseau de troc argentin

Le premier club de troc en Argentine est apparu au sein du programme d'autosuffisance régionale (PAR) en 1995 à Bernal (province de Buenos Aires) [H. PRIMAVERA, 1999]. Inspiré des Local Exchange and Trading System anglosaxons (LETS) et des SELS français. Cette date marque la naissance de la première expérience argentine de troc qui émane d'une poignée de voisins qui ont décidé d'échanger leurs potagers entre eux et avaient surtout une cause commune certainement cette sensibilité pour l'écologie et le développement durable. L'objectif principal de ce dispositif est de concilier l'écologie et l'autosuffisance.

À travers cette initiative les adhérents ont mis en place un réseau d'échange juste et équitable qui mesure l'effort humain et récompense le travail à sa juste valeur [S. SENECA, 2004], ce qui a permis d'améliorer la qualité de vie et de réduire le sentiment d'injustice qui nourrit la population à cause de la montée des inégalités sociales dans un contexte morose de récession et de crise financière (crise mexicaine en 1995 et plus tard la crise brésilienne 1998). Cette expérience de club de troc a permis aux personnes les plus démunies et même les personnes appartenant à la classe moyenne fragilisée par la récession, par la politique gouvernementale de plans de rigueur à répétition, d'austérité budgétaire et de précarisation de l'emploi, de subvenir à leurs besoins vitaux sans utiliser la monnaie nationale qui de toute façon ne permet plus d'achat quoi que ce soit à cause de l'inflation et de l'endettement excessif des ménages, des provinces et de l'État argentin d'une manière générale. Ce dispositif solidaire concerne tous les biens et services allant des produits alimentaires jusqu'à une multitude de services comme l'enseignement, le bricolage, la couture, ou la coiffure, etc.). Ces biens et services peuvent s'échanger directement contre soit d'autres biens et services standards ou différents mais aussi contre leur travail et/ou des articles produits par les consommateurs eux-mêmes [R. RAVERA et C. de SANZO, 2004].

La mise en place et le développement du réseau ont été progressif sur les 5 ans entre 1995 et 2000, puis avec le succès et l'accroissement spectaculaire du nombre de personnes

adhérentes, le mouvement s'est accentué pour atteindre des sommets en 2001 et 2002, accélération alimentée par la crise financière précipitée par la dévaluation du peso et la fin de la parité du peso avec le dollar. Pour faciliter les échanges devenus multiples, des bons d'échange appelés « crédits » (ou credits), sous forme de Tickets sont mis en place [L. MONTILLET, 2003]. Les premiers tickets utilisés étaient nominatifs et par conséquent non transférables, mais étant donné la multitude des clubs et l'importance de la confiance qui régnait entre les personnes une monnaie sociale a été créée [H. PRIMAVERA, 1999].

La création et le fonctionnement de cette monnaie obéit à un mécanisme d'émission, de distribution et de contrôle dans le respect de la transparence et l'égalité distributive [H. PRIMAVERA, 2001].

II-3- Pourquoi ce déclin?

En 2002, le système commence à s'essouffler et le réseau de troc entre en crise, victime de son succès. En fait, une importante crise de confiance frappe le réseau à cause d'une surémission de crédits contrefaits. Dès septembre 2002, on estimait que près d'un demi-milliard de « credits » en circulation avaient été fabriqués illégalement. Ces émissions anarchiques et non contrôlées ont engendré une montée d'inflation importante et ont handicapé l'échange de certains produits à cause de leur pénurie, pénalisant ainsi la population la plus pauvres et débouchant sur une perte de confiance générale dans le système.

La fin de la convertibilité a permis des jours meilleurs. La situation économique commence à s'améliorer au début de 2003 grâce à l'aide des institutions internationales des liquidités ont été injectées dans l'économie, favorisant ainsi le démarrage en douceur du cycle productif ce qui a permis une reprise progressive de la production, de l'emploi et une baisse sensible de l'inflation par conséquent ce retour progressif à la normale a amélioré la situation financière des ménages et a permis un recul de la pratique du troc [B. Mallard, 2004]. Mais dans l'ensemble la situation reste fragile et le besoin en financement est encore persistant obligeant l'État argentin et les provinces à maintenir des monnaies parallèles avec le dollar et le peso. Cette coexistence des différentes monnaies en Argentine a permis provisoirement de palier au manque de liquidité, malgré la condamnation de cette pratique par le FMI, selon lui « source d'anarchie monétaire ».

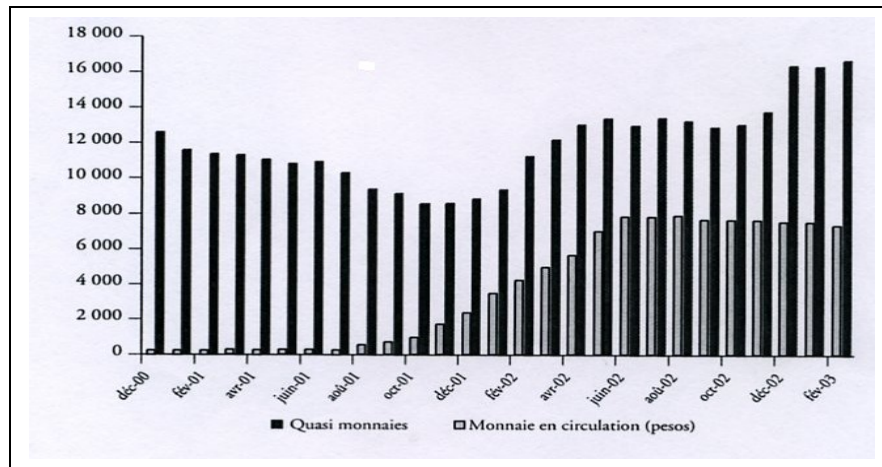
TABLEAU N° 2: Encours de monnaies parallèles**Mars 2003**

Juridiction	Bon	En cours	Parité	Acceptation	Valeur de marché
Buenos Aires	Patacones	2549	0,98/0,99	100%	2523,5
Catamarca	Bono público	48	0,96/0,97	100%	46,6
Chaco	Quebrach	50	0,83/0,88	d/m	44
Córdoba	Lecor	586	0,93/0,97	100%	568,4
Corrientes	Cecacor	200	0,45/0,52	50%	104
Entre Rios	Federal	260	0,70/0,75	entre 60 et 70%	195
Formosa	Bocanfor	50	0,80/0,85	70%	42,5
La Rioja	Bocade	10	d/m	100%	10
Mendoza	Petrom	74	0,90/0,95	100%	70,3
Nacion	Lecop	3300	0,98/0,99	100%	3267
Tucuman	Bocade	169	0,89/0,94	entre 85 et 90%	158,9
Total		7296			7030,2

Source : COLLIAC. S

A l'heure actuelle, le réseau est toujours en crise mais avec la volonté de se reconstruire progressivement. Car finalement la crise de 2001-2002 est bien loin, mais les inégalités sociales, le chômage et la pauvreté eux sont toujours là, frappent toujours les mêmes (les plus pauvres) et font partie du quotidien d'une classe de population de plus en plus démunie qui ne peut s'empêcher de recourir au troc pour survivre et/ ou améliorer ses conditions de vie.

Graphique n°8
Monnaies parallèles et monnaies en circulation
 (En stock en millions de pesos)



Source : COLLIAC. S

Conclusion

Au-delà de cette situation de crise, il est important de souligner que malgré l'existence d'autres formes d'expériences d'économie solidaire tel que la microfinance ou les cartes de fidélité de tout genre qui cumulent des points convertibles en monnaies nationales et permettant d'améliorer le pouvoir d'achat en récompensant les clients les plus fidèles, l'expérience de monnaie sociale en argentine reste singulière, le réseau global de troc est véritablement l'expérience de monnaie sociale la plus représentative du continent latino-américain et la plus significative en terme d'échanges réalisés et de nombre d'adhérents . Plusieurs facteurs expliquent le succès extravagant du cas argentin. Ceux-ci sont résumés dans les « Neuf lois de Dieu » ou « loi de la complexité » [H. PRIMAVERA]. Mais d'une manière générale, l'inégalité et l'injustice sociale et la dégradation des conditions de vie (pauvreté et chômage), ont permis un développement rapide de cette expérience. Ce dispositif et garce à la solidarité des adhérents a contribué à mieux supporter la récession, puis la crise qui a frappé de plein fouée l'argentine, mais il a aussi permis de consolider le tissu social à travers la confiance qu'a nécessité l'instauration et le fonctionnement de ce réseau

La question qui se pose si les monnaies sociales ou parallèles ont été utiles un jour dans un contexte précis, non seulement pour la population mais aussi pour le gouvernement, pourquoi ce déclin et à quand la reconnaissance d'une légitimité à ces monnaies ?

Bibliographie

- **BLANC J., (2000)**, Les monnaies parallèles. Unité et diversité du fait monétaire, Paris : L'Harmattan, 351 p.
- **Gill Seyfang**, « Personal Carbon Trading: Lessons from Complementary Currencies », Centre for Social and Economic Research on the Global Environment (CSERGE), School of Environmental Sciences, University of East Anglia, Norwich, NR4 7TJ, United Kingdom.
- **Mallard B.(2004)**, « essor et faillite des réseaux de « troc » en Argentine: l'échec d'une refondation sociale », in El Correo, [www.elcorreo.eu.org].
- **Montillet L.(2003)**, les monnaies communautaires en Argentine: le trueque, « analyse de l'émergence, la croissance exponentielle et l'essoufflement des mouvements de monnaies communautaires en Argentine », rapport du centre Walras sur l'exclusion et liens financiers
- **Primavera,H. (1999)**« la monnaie sociale du réseau global de troc en argentine: une nouvelle donne? »; université de BUENOS AIRES, faculté des sciences économiques.
- **Primavera,H.(2000)**, EL lado invisible del trueque:sólo se trataba de inventar »
- **Primavera,H.(2001)**, « la monnaie sociale: levier du nouveau paradigme économique », doc de synthèse pour discussion, produit suite à la rencontre de Findhorn
- **Colliac S.(2005)**,« Monnaies parallèles provinciales et fédéralisme budgétaire en Argentine »,université Montesquieu- Bordeaux IV, LARE.efi.